

## *Passons à l'offensive !*

Celle-ci, Macron ne l'avait pas vue venir : la grève des raffineurs a fait éclater la contestation qui couvait depuis des mois. Et même si le mouvement est suspendu dans plusieurs raffineries, leur lutte n'est pas un coup pour rien. Au contraire, c'est un sérieux avertissement pour Macron et les patrons : l'esquisse d'un mouvement d'ensemble pour imposer une hausse générale des salaires. La journée de grève et de manifestations du 18 octobre n'est qu'un début.

### *Le début d'une lutte d'ensemble ?*

Depuis des mois, des grèves isolées éclatent pour forcer le patronat à augmenter les salaires face à l'inflation. La grève des raffineurs s'est transformée en bras de fer entre d'un côté Macron et le patronat, de l'autre les grévistes et les salariés qui les soutenaient, malgré la propagande gouvernementale et la pénurie de carburant.

La réquisition des grévistes a provoqué une réaction spontanée de colère, de solidarité... et l'envie de s'y mettre pour régler leur compte aux ministres arrogants et aux patrons qui se gavent depuis des années. Partout c'est la même chose, les négociations dérisoires et les primes bidon, ça suffit : il faut augmenter les salaires ! Quand, en face, un Carlos Tavares, PDG de Stellantis, prétend être un salarié comme les autres avec ses 19 millions d'euros par an, ou un Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, s'augmente de 52 % en un an. À notre tour de récupérer ce qu'il nous faut pour boucler les fins de mois !

### *Préparer la suite*

La grève dans les raffineries s'achève peut-être, mais la bataille est loin d'être terminée. Des grèves sur les salaires continuent dans plusieurs entreprises. Au point que c'en est devenu un problème politique pour le gouvernement, qui pousse les patrons à négocier boîte par boîte quelques petits réajustements ou quelques primes, afin d'éparpiller la contestation.

À l'inverse, de notre côté, pour préparer les prochaines étapes du mouvement, il faut nous organiser à la base et exprimer nos revendications communes à l'ensemble du monde du travail : par exemple 400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros net et l'indexation de tous les revenus sur l'inflation, en prenant sur les profits des capitalistes.

### *Notre motion de censure : la grève générale*

Parce que ce mouvement a une portée politique, les partis de gauche tentent de canaliser la colère sociale dans des débats parlementaires, mais c'est une impasse. Car sur ce terrain, le gouvernement peut gérer la contestation, par exemple avec le 49.3 grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se soucier des milliers d'amendements proposés par la gauche et des heures de discussions à l'Assemblée nationale. Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et veulent durcir les règles d'allocation chômage. Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Notre force à nous travailleurs, c'est la grève !

### *La lutte appartient à ceux qui la mènent*

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à plusieurs entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble coordonné et dirigé par la base, pas par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. Même quand elles semblent plus combattives, les directions syndicales ont leurs propres calculs d'appareils. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

**Des journées de grève interprofessionnelle sont déjà prévues le 27 octobre et le 10 novembre, des occasions dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser. Mais pour faire caner le patronat et le gouvernement, il ne suffit pas de journées d'action, il faut une lutte d'ensemble décidée à aller jusqu'au bout.**

## ***Une augmentation raffinée***

Grâce à la grève des raffineurs, les Cadres de Total qui n'ont pas fait grève vont toucher 7% d'augmentation individuelle de salaire, dont un minimum de 3,5% pour tous les Cadres. On dit merci qui ?

## ***Le coup de bluff des NAO***

Comme dans beaucoup d'entreprises, la direction de Renault a avancé les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) 2023 de quelques semaines, pour faire semblant de lâcher quelque chose sans que ça ne leur coûte rien. Ça prouve qu'ils sentent monter la pression et tentent de disperser la contestation, dans le temps et boîte par boîte. Car leur plus grande crainte, c'est un mouvement d'ensemble faisant tâche d'huile à partir de la grève des raffineurs

## ***Mondial du Loto***

Renault innove encore ! Cette année, pas de place distribuée à chaque salarié pour le Mondial de l'Auto. Ce n'est pas comme si les salariés du Technocentre travaillaient pour un constructeur automobile qui en plus expose au Salon... Des chefs ont même incité des collègues à passer par des fournisseurs pour avoir des places. C'est comme au Loto : il y a beaucoup de perdants mais 100% des gagnants ont tenté leur chance.

## ***On veut la même augmentation que Patrick***

S'il refuse encore une augmentation de 10 % aux salariés, le PDG de Total Energies, Patrick Pouyanné, n'est pas toujours aussi buté : il s'est lui-même augmenté de 52 % l'an dernier, pour atteindre 6 millions d'euros par an. Voilà enfin un salaire qui permet de faire face à l'inflation !

Donc, si on galère à payer nos factures, notre revendication est toute prête : + 52 % d'augmentation pour toutes et tous, en prenant sur les profits de Pouyanné et de ses amis actionnaires.

## ***Mentir com' on respire***

Le gouvernement et la presse patronale ont répété en boucle que les raffineurs sont payés 5000 € par mois. Le mensonge classique pour diviser les salariés, du même genre que Renault quand il annonce que ses salariés toucheront une prime de 1000 €. Ils ont la même agence de com' ?

## ***Des économies pour qui ?***

Les prévisions de l'Unédic, l'organisme d'État qui gère les comptes de l'assurance chômage, envisagent un solde financier positif pour l'année à venir.

Malgré les plaintes continuelles contre les chômeurs qui soi-disant coûtent cher, les caisses de l'assurance chômage sont excédentaires. Non seulement il y a un nombre de plus en plus élevé de cotisants, mais en plus il y a tous ceux qui ne demandent pas les allocations auxquelles ils ont droit, tant faire les démarches nécessaires relève parfois du parcours du combattant. Et cela, avant que la réforme de l'assurance chômage ne vienne encore réduire les aides...

La logique est claire : le gouvernement fait des économies sur le dos des plus fragiles d'entre nous, et pendant ce temps, il distribue des « aides » qui se chiffrent en milliards au patronat.

## ***Leçon de lutte de classes***

L'argent ruisselle vers les grandes marques du luxe. LVMH a augmenté son chiffre d'affaires de 22 % au troisième trimestre 2022, Hermès de 24 % et Kering de 14 %. Après que les actionnaires se sont gavés de dividendes, obtenus par la hausse des prix et la spéculation, ils se pavanent en carrés Hermès et montres Rolex. Pendant ce temps, les salariés galèrent pour finir les fins de mois. Renverser la société capitaliste, ce ne serait pas du luxe !

## ***L'extrême-droite dans toute sa diversité***

Arrivée en tête des élections italiennes, Giorgia Meloni, la cheffe du parti d'inspiration fasciste Fratelli d'Italia, a présenté cette semaine son gouvernement formé de politiciens parmi les plus réactionnaires. Une opposante farouche à l'avortement devient ainsi « ministre de la natalité », nouveau nom du ministère de la famille.

Mais Meloni recycle aussi les membres du gouvernement précédent. Le ministre du développement économique de Mario Draghi est à présent ministre de l'Économie et des Finances. Son recyclage est d'ailleurs sans frontières : l'ex-président du Parlement européen, un politicien de droite traditionnelle, devient ainsi ministre des Affaires étrangères. La présidente actuelle de la Commission européenne s'est d'ailleurs déclarée tout à fait prête à coopérer avec ce nouveau gouvernement, en se réjouissant au passage de voir une femme Première ministre...

Cette réunion d'affreux, des libéraux bon teint aux pires engeances d'extrême droite, se tient prête à avancer main dans la main pour attaquer les classes populaires. Aux travailleurs de se tenir prêt à riposter.